



Date de mise en ligne : 7 janvier 2026

## **ARRÊTÉ MUNICIPAL**

*« Portant réglementation de l'heure de fermeture des débits de boissons et des commerces de proximité sur la commune – secteur Kennedy »*

**2026-A-PM– N°03**

Le Maire de Villeneuve-Saint-Georges,

**Vu** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2212-2 et L.2122-28,

**Vu** le Code de la Santé Publique et notamment l'article L.3332-13,

**Vu** l'arrêté préfectoral 2016/3254 du 14 octobre 2016 portant abrogation des dispositions de l'arrêté préfectoral n°2014/4826 du 1<sup>er</sup> avril 2014 et portant réglementation des heures d'ouverture et de fermeture des débits de boissons à consommer sur place dans le Val-de-Marne,

**Considérant** les nombreux signalements de troubles à l'ordre public aux abords du centre commercial « Kennedy » situé 85 avenue du Président Kennedy et des tapages nocturnes liés à l'activité trop tardive de certains commerces de quartier,

**Considérant** les signalements de troubles à l'ordre public aux abords des commerces de la rue Gambetta et des tapages nocturnes liés à l'activité trop tardive de certains commerces du quartier,

**Considérant** l'intérêt de contribuer à la tranquillité des riverains de ce secteur qui subissent les inconvénients provoqués par la fréquentation de ces lieux à des heures tardives de la nuit,

**Considérant** qu'il convient de prévenir les désordres et nuisances portant atteinte au bon ordre, à la sûreté, à la tranquillité et à la salubrité publique,

**Considérant** que les causes génératrices des troubles et nuisances ayant conduit à la prise de l'arrêté 2025 –A- PM – N° 006 perdurent en partie et qu'il y a toutes les raisons de penser que des troubles et nuisances se manifesteront de nouveau lorsque ledit arrêté prendra fin à la date du 31 décembre 2025,

**Considérant** qu'il appartient à l'Autorité Municipale de prendre toutes les mesures nécessaires afin de préserver la tranquillité, la sécurité et la santé publiques dans le quartier de Kennedy,

## **ARRÊTE**

**Article 1 :** Du 1<sup>er</sup> janvier 2026 au 31 décembre 2026, l'heure de fermeture des débits de boissons et des commerces de proximité sur la commune de Villeneuve-Saint-Georges, dans le périmètre défini à l'article 2, **est fixée à 22h00.**

Accusé de réception en préfecture  
094-219400785-20260107-2025-A-03-AI  
Date de télétransmission : 07/01/2026  
Date de réception préfecture : 07/01/2026

**Article 2 :** Cette interdiction s'applique aux établissements situés dans le périmètre du centre commercial Kennedy, délimité par la Rue des Châtaigniers, la Rue des Peupliers, la Rue des Tilleuls et par l'Avenue du Président J.F. Kennedy ainsi que du numéro 80 au numéro 135 de la Rue Gambetta inclus.

**Article 3 :** Les infractions au présent arrêté seront constatées et poursuivies par tout officier de police judiciaire ou agent de la force publique habilité à dresser procès-verbal conformément aux lois et règlements en vigueur.

**Article 4 :** Monsieur le Préfet, Madame la Commissaire, Monsieur le Directeur de la Sécurité et de la Tranquillité Publique, Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Chef de la Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté dont une ampliation sera transmise.

**Article 5 :** En application de l'article L.411-2 du code des relations entre le public et l'administration, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux formé auprès de madame le Maire, dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage ou notification.

En application de l'article du Code des relations entre le public et l'administration un recours contentieux peut être introduit devant le tribunal administratif de Melun dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou affichage ou notification. Ce recours contentieux peut être formulé par voie dématérialisée via l'application « Télérecours citoyens » accessible par le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Fait à Villeneuve-Saint-Georges, le 07/01/2026

Madame le Maire,  
Conseillère départementale

Kristell NIASME